

"Il y a un gros mensonge" : des associations de riverains ne croient pas à la version de Lubrizol

lundi 12 octobre 2020, par [Thémis](#)

Vendredi 25 septembre 2020 à 15:44 - Par Charlotte Coutard, France Bleu Normandie (Seine-Maritime - Eure)

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/il-y-a-un-gros-mensonge-des-associations-de-riverains-ne-croient-pas-a-la-version-de-lubrizol-1601041454>

France Bleu Normandie a donné la parole ce vendredi matin aux associations de riverains et de victimes de l'incendie de Lubrizol, un an après l'incendie à Rouen.

Un an après l'incendie de l'usine Lubrizol et de Normandie Logistique à Rouen, de nombreux collectifs et associations continuent de se mobiliser pour demander toute la vérité sur cette catastrophe industrielle. Pierre Emmanuel-Brunet, président de l'association Rouen Respire, et Simon de Carvalho, président de l'association des sinistrés de Lubrizol, ont accepté l'invitation de France Bleu Normandie ce vendredi matin.

Le gouvernement a annoncé ce jeudi plusieurs mesures pour renforcer la sécurité sur les sites Seveso. Est-ce suffisant Pierre-Emmanuel Brunet ?

Il y a eu des avancées, mais l'essentiel n'est pas encore là. Le problème du BEA qui est annoncé, le Bureau Enquête Accident, c'est forcément l'indépendance, les gens qui sont nommés auront-ils des liens avec l'industrie par exemple.

Parmi les annonces, on saura désormais ce qu'il y a sur les sites Seveso en cas d'incident, une mise à jour des stocks sera communiquée d'une manière intelligible, c'était l'une de vos revendications ?

Tout à fait, nous attendons toujours le détail des produits qui ont brûlé. Par ailleurs, on ne connaît toujours les raisons de la catastrophe. On a bien vu au départ que les mesures qui auraient dû être faites n'ont pas été faites, dans le panache de fumées par exemple. Désormais il faut absolument un suivi sanitaire.

Simon de Carvalho, est-ce que les mesures qui ont été annoncées vous ont convaincu, notamment ce besoin de transparence ?

Il faut vraiment renforcer la loi et surtout l'appliquer sur les sites Seveso. Ça va dans le bon sens mais dans l'application, est-ce bien réellement ça qui se passe ? Aujourd'hui on a prouvé qu'il manque encore plein d'informations. Il y a encore beaucoup de zones d'ombres, les fiches produits Lubrizol, ce qui a brûlé, on n'a quasiment aucune information là-dessus.

Est que vous y croyez au Bureau Enquête Accidents ?

La DREAL, si elle est renforcée, si on leur donne les moyens, qu'on leur fait confiance, qu'on leur donne la puissance face à l'industriel, je pense qu'ils pourraient faire un bon travail, encore faut-il qu'ils aient les effectifs pour, les moyens pour. Et on réclame un suivi sanitaire.

Il existe une enquête de Santé Publique France, il y a aussi eu des prélèvements réalisés par la Préfecture, tout semble dans les normes, pourquoi ce suivi sanitaire ne suffit pas ?

Si on résume, il y a 10 000 tonnes de substances dangereuses, toxiques, cancérigènes qui ont brûlé et qui se sont déposées dans notre environnement, et on va nous faire croire que la pollution n'a pas changé. Moi je pense qu'il y a un gros mensonge, ça manque d'indépendance. On sait que les substances principales de cette usine n'ont pas été prélevées, c'est inadmissible c'est pourquoi on va essayer de faire notre propre contre-expertise.